

DSK : leçon politique

Article rédigé par *François de Lacoste Lareymondie**, le 04 juin 2011

L'affaire DSK passionne les français, mais au fond ils s'en désintéressent. Elle ne changera rien à leur perception des dirigeants politiques ni à ce qu'ils attendent d'eux.

Voilà rapidement résumé l'état de l'opinion. La preuve ? [Ce sondage](#) réalisé les 19 et 20 mai, juste après l'arrestation et l'inculpation de Dominique Strauss-Kahn, et publié par le Pèlerin du 26 mai [\[1\]](#). À la question de savoir si les médias en font trop sur la vie privée des dirigeants politiques, 68% répondent oui et seulement 12% non, le reste (20%) se satisfaisant de ce qui a été fait. J'aurais pu prendre d'autres illustrations ; toutes disent la même chose. La chute brutale d'un homme politique promis au plus grand avenir à cause de ses mœurs est à la fois fascinante et sans importance ; ce n'est qu'un fait divers.

Ce sera donc une affaire sans lendemain. La façon de sélectionner les futurs candidats et la façon de les départager lors de la prochaine élection présidentielle perdurera. Ceux-ci ne seront que des instruments, pour la conquête du pouvoir par l'opposition, ou la défense de ses positions par la majorité, quelles que soient leurs qualités ou défauts personnels par ailleurs.

Eh bien non ! Je veux affirmer mon désaccord ! Non parce que ce qui précède serait faux : hélas, ce n'est que trop exact ; mais parce que j'ai une trop haute idée du service politique pour me résoudre à ce cynisme ordinaire.

En arrière-plan, en effet, se profilent deux questions politiques majeures : pour nous, qu'est-ce que le Président de la République ? et pourquoi les Français ne veulent-ils pas entrer dans ces considérations ?

Pour nous qu'est-ce que le Président de la République ?

Autre façon de poser la question : faut-il accepter que le Président soit un simple instrument au service d'une cause et que sa personne soit un paramètre négligeable ?

La réponse correcte consiste à dire que l'on vote pour des idées, pour un programme, pour le parti qui les porte et les mettra en œuvre. Qu'on ne m'accuse pas d'en ignorer la justesse, surtout aujourd'hui où les clivages partisans se révèlent cruciaux sur les questions dites de société qui touchent aux fondements mêmes de notre vie commune. Bien sûr, il m'importera d'établir les bilans et de connaître les programmes des candidats et des partis ; ce sera même mon premier critère de discernement. Mais ce ne sera pas le seul car il en est un autre qui est aussi important.

Après un demi-siècle d'expériences et huit élections présidentielles, nous devrions être devenus réalistes : de la force tranquille à la rupture avec mai 68 en passant par la fracture sociale, nous devrions savoir qu'il faut considérer les programmes avec réserve et les discours électoraux avec distance. Tous les mandats présidentiels ont prouvé que les uns et les autres se fanent vite : l'idéologie programmatique de la gauche s'est régulièrement brisée sur la réalité du monde et sur la rigueur, tandis que la droite, tout aussi régulièrement, a été incapable de se détacher de l'emprise culturelle de la gauche ; quand au surplus une crise imprévue ne bouleverse pas la donne. Vient alors, et de plus en plus vite, l'heure du désenchantement.

Que reste-t-il alors qui demeure dans la durée ? Il reste un Président, avec sa personnalité, ses qualités et ses défauts, ses talents et ses limites, son sens de l'État et de la dignité de sa fonction ou leur absence, ses amis et l'influence qu'ils ont sur lui, mais aussi ses failles cachées et ses ressorts secrets. Autant que le lieu d'un choix politique, l'élection présidentielle au suffrage universel est devenue aussi un combat singulier où les personnalités en lice pèsent d'un poids décisif : qu'on se souvienne de François Mitterrand face à Giscard

d'Estaing d'abord, à Jacques Chirac ensuite ; de ce dernier face à Lionel Jospin ; de Nicolas Sarkozy face à Ségolène Royal.

On peut le déplorer, certes ; telle est pourtant la réalité d'un système où la France se singularise par un Président de la République qui n'est plus le gardien des institutions, l'arbitre des pouvoirs et le symbole dans lequel chacun pourrait se reconnaître, mais un acteur totalement engagé, détenteur d'une prééminence et de prérogatives sans équivalent ailleurs ; un Président que ne canalise aucun garde-fou institutionnel et que rien ni personne, à la différence des Premiers ministres ou autres chefs de gouvernement, ne peut arrêter s'il déraile.

Voilà pourquoi, outre leurs idées et leurs programmes, il m'importe aussi de savoir qui sont les candidats à l'élection ; je veux dire quelle est leur personnalité, comment ils vivent et se comportent, quelles sont leurs vraies valeurs, pas celles dont ils emplissent leurs discours mais celles qui les animent quotidiennement, y compris dans leur vie privée. Je récusé donc toute séparation absolue entre les dimensions publique et privée de leur vie. Même s'il est indispensable de respecter leur intimité et de protéger leur famille, il n'en reste pas moins que le caractère public des fonctions exercées imprime une marque d'autant plus forte que les dirigeants politiques sont plus haut placés et plus en vue. C'est en effet la même personne qui agit en privé et en politique, dans ses affaires personnelles et au gouvernement. Si quelqu'un ment à sa femme et à ses enfants, s'il triche avec la loi et la morale, s'il est esclave de l'argent ou du sexe, qui peut raisonnablement prétendre que cela sera sans effet sur sa façon de gouverner, sur les décisions qu'il prendra, sur la considération que nous aurons envers lui, et en fin de compte sur l'image de la France ?

Après d'autres affaires trop nombreuses ces derniers temps, celle de DSK a profondément terni cette image : là est notre blessure commune, même si ne voulons pas nous l'avouer.

Pourquoi refusons-nous d'avouer notre blessure ?

Oui, pourquoi les Français, dans leur grande majorité, refusent-ils d'entrer dans de telles considérations ? De façon plus contingente, pourquoi Dominique Strauss-Kahn, a-t-il pu parvenir au sommet alors que ses travers et faiblesses étaient avérés de longue date dans leur ampleur et leur gravité [\[2\]](#) ? Je peux admettre que les Français aient été sidérés par leur révélation médiatique pour les raisons qu'a exposées Thierry Boutet de façon convaincante ici [\[3\]](#). Par contre c'est faux en ce qui concerne la classe politique et les journalistes : eux savaient. Mais nul n'avait osé lui dire que son comportement était incompatible avec celui que l'on est en droit d'attendre d'un chef d'État ; au contraire, en encourageant ses ambitions, beaucoup ont contribué à renforcer le sentiment d'impunité qui s'empare trop aisément des puissants. Pourquoi ?

Que le pouvoir et l'argent confèrent à leur détenteurs des moyens efficaces pour se dispenser de la loi commune est vrai, mais ne répond pas à la question : ailleurs il en va autrement et nombreux sont ceux, au-delà de nos frontières, que leurs écarts de conduite ont évincé rapidement et naturellement des sommets.

Notre histoire apporte une première explication : nous sommes un vieux pays qui en a vu d'autres et qui se méfie des attaques personnelles contre ses dirigeants. On se souvient que celles-ci, aussi justifiées qu'elles fussent au fond, ont souvent été l'arme des mouvements extrémistes ou antiparlementaires, depuis le début de la III^e République jusqu'à aujourd'hui : du scandale de Panama à l'affairisme actuel et aux marchés truqués qui financent partis politiques et campagnes électorales, en passant par le boulangisme, l'affaire Stavisky, celle de la Garantie foncière, la mort suspecte de quelques ministres de la présente République, et bien d'autres. Peut-être est-ce la raison pour laquelle un bon républicain se refuse de regarder le caniveau. Ce faisant, nous oublions que les scandales ont durablement affaibli la III^e et la IV^e Républiques, qu'ils ont sapé leur légitimité au point qu'elles ont fini par s'effondrer le jour où précisément il eût fallu qu'elles se dressent dans l'effort et la lutte : elles n'avaient plus la force d'âme nécessaire. La V^e République ne se délite-t-elle à son tour pas sous l'effet des mêmes agents corrosifs ?

Nous nous méfions aussi de toute forme de moralisme derrière lequel se profile souvent l'hypocrisie. Après

tout, nous avons tous des faiblesses que nous nous efforçons de masquer ou de compenser ; nous fautions tous sans que cela nous empêche d'exercer, plus ou moins bien, les responsabilités qui nous sont dévolues. Alors peu importerait les frasques de nos dirigeants. Indulgence ou cynisme ? L'indulgence ne caractérise pas notre époque si prompte à condamner ; et j'ai du mal à penser que la France compte deux tiers de cyniques, l'autre tiers étant composé de voyeurs...

En réalité, il me semble que la réponse à la question se trouve à un niveau plus profond : elle tient au rapport erroné que nous entretenons avec le réel et qui est devenu partie intégrante de notre culture. Ne sommes-nous pas le pays où l'idéologie est le lot le plus commun, où l'opinion compte davantage que les faits ? J'en veux pour illustration nos journaux, mais aussi les méthodes d'enseignement et le contenu des programmes scolaires où l'apprentissage du réel et la confrontation aux faits ont moins de place que le discours et les idées.

Ce rapport erroné au réel débouche sur une vision idéologique de la politique ; idéologie sectaire et violente chez ceux qui veulent conquérir le pouvoir pour imposer leur conception du monde et de la société aux minoritaires traités comme des vaincus ; idéologie molle et insidieuse qui se cache derrière l'idée que toute élection est le lieu d'un nouvel espoir, avec derrière l'ambition de changer le monde à l'occasion de chaque scrutin. Les uns et les autres ont en commun cette conception de la politique selon laquelle les idées à faire prévaloir comptent plus que le service d'un bien commun où chacun aurait sa partition à jouer. Or l'idéologie ne s'embarrasse pas de considérations sur la qualité personnelle des dirigeants. Voilà pourquoi nous les traitons, en pratique, comme des instruments et non comme des personnes.

C'est ce que mettent en lumière, me semble-t-il, l'affaire DSK et la façon dont les Français l'appréhendent. C'est aussi, *a contrario*, la leçon politique que l'on pourrait (devrait) en tirer : l'esquisse d'un chemin qui s'ouvre si nous voulons qu'elle serve de leçon et que quelque chose change dans notre façon de faire de la politique. Quand Jean-Paul II et Benoît XVI appellent à davantage de cohérence dans notre vie, privée et publique, ne tiennent-ils pas un propos similaire ? Le service de nos concitoyens dans la politique, en raison de sa noblesse, nous appelle tous ; et il nous appelle à une conversion qui ne saurait être seulement celle des autres, mais d'abord la nôtre pour que notre engagement ne soit pas vain. Ayons conscience que nos dirigeants nous ressemblent autant qu'ils sont nos modèles, et qu'une fois élus ils exercent leur charge en notre nom, que nous l'ayons voulu ou pas.

[1] Le Pèlerin, n° 6704 du 26 mai 2011.

[2] Cf. mon précédent article : [Le cynisme et la vertu](#) .

[3] Cf. l'article qu'il a publié sur ce site : [DSK humilié, DSK libéré, la France sidérée](#) .
